

Édition du
"REVEIL DU NORD"
126 bis, rue de Paris, LILLE
Bureaux à PARIS,
43, boul. Haussmann (7^e)

Le Courrier

BUREAUX
ROUBAIX : 441
45, Rue de la Gare, 45
TOURCOING : 740-8
2 Place de l'Hôtel-de-Ville, 2
Directeur : Eug. GUILLAUME

La plus forte vente de la région

Directeur : Eug. GUILLAUME

Nos Enquêtes économiques

LA CRISE CHARBONNIÈRE

Le point de vue des Houillères nous est exposé par M. Cuvelette, directeur général de la S^U des Mines de Lens

On a vu, dans notre précédent article, l'opinion des syndicats ouvriers, sur les causes, le développement de la crise et les remèdes qu'ils croient le plus propres à y mettre fin.

Nous avons pu obtenir de l'un des hommes qui représentent avec le plus d'autorité l'industrie minière française, M. Ernest CUVELETTE, directeur général de la Société des Mines de Lens, qui l'expose pour les lecteurs de "Reveil" le point de vue des houillères.

On lira avec le plus grand intérêt les déclarations de l'éminent ingénieur sur un sujet dont l'importance occupe le premier plan de l'actualité économique.

Les causes de la crise

A quel faut-il attribuer, selon vous, la crise minière, avons-nous demandé à M. CUVELETTE.

« Il suffit, pour s'en rendre compte, nous dit-il, de considérer le tableau suivant indiquant la production de houille dans le monde (en millions de tonnes) :

	1927	1926	1925	1913
Totale	1.324,4	1.205,4	1.221,7	1.241,7
Etats-Unis	556,8	601,0	530,5	517,0
Angleterre	260,0	128,3	247,1	517,0
Allemagne	153,6	145,4	123,6	140,7
France	67,6	52,4	48,0	44,0
Pologne	38,0	35,7	29,0	

En 1926, à cause de la grève, l'Angleterre a perdu environ 120 millions de tonnes, cette perte a été à peu près compensée par l'augmentation de production des autres pays.

En 1927, l'Angleterre a repris sa place et, malgré une grève aux Etats-Unis, malgré des réductions de production, par rapport aux possibilités dans la plupart des pays européens, la production totale du monde dépasse de 120 millions de tonnes la production de 1926, de cent millions de tonnes celle de 1925, de 80 millions celle de 1913.



M. CUVELETTE
DIRECTEUR GÉNÉRAL DES MINES DE LENS

Ces chiffres, à eux seuls, et à plus forte raison si on tient compte du développement de l'utilisation des chutes d'eau et du pétrole, expliquent la crise houillère et ils indiquent que cette crise a des causes profondes et durables.

En ce qui concerne plus particulièrement la France, une autre circonstance est venue s'ajouter à la surproduction générale du charbon : c'est le retour à des conditions monétaires stables dont, par ailleurs, il faut tant se féliciter.

Ses répercussions

La comparaison des chiffres de 1926 et 1927 indique que la production de 1927 de la France a été sensiblement la même que celle de 1926, mais il faut tenir compte qu'il y a eu, dans l'année 1926, deux périodes : les débuts de l'année où l'on continuait à souffrir de la crise de 1925, et fin de l'année où, au contraire, il y avait une demande extrême de charbon.

Dans le dernier trimestre 1926, les mines françaises ne marchaient pas sur le pied de 33 millions de tonnes par an, mais sur le pied de 56 à 58 millions de tonnes. L'année 1927 marque donc, par rapport aux derniers mois de 1926, une régression de 5 à 6 millions de tonnes, c'est-à-dire de près de 10 %, et encore ce résultat n'a-t-il été obtenu que parce que les mines ont accepté de constituer, sur leurs carreaux, des stocks qui, à la fin de 1927, devaient s'élever, pour l'ensemble du territoire français et de la Sarre, à plusieurs millions de tonnes.

Il y a donc eu en 1927 une très grande difficulté d'écoulement du charbon qui, à elle seule, aurait justifié une réduction de l'extraction de 15 à 20 %.

Les conséquences sont évidentes : constitution de stocks, chômage partiel, diminution de personnel... Il n'y a pas eu de renouveau-massifs d'ouvriers comparables à ceux qui se sont produits dans la Westphalie en 1925 et en Angleterre en 1927... C'est parce que les mines ont accepté d'immobiliser plusieurs centaines de millions de francs pour constituer des stocks que le chômage n'a pas été plus étendu.

La crise peut-elle prendre fin d'elle-même ?

Ce qui a été indiqué ci-dessus, en ce qui concerne la production mondiale, démontre, comme je l'ai déjà dit, que les causes de la crise sont profondes et durables, il serait donc tout à fait imprudent d'espérer que la crise puisse d'elle-même prendre fin. Un seul espoir nous serait permis : c'est que nos concurrents étrangers soient dans la nécessité d'augmenter leurs prix ; il y a peu de chance qu'il soit réalisé. Nos concurrents se trouvent, en effet, à un véritable dumping, voulant à tout prix maintenir leurs exportations. C'est ainsi que les mines allemandes versent à leur organisme de vente une cotisation de 1 mk. 48... soit environ 9 francs, par tonne extraite. Cet organisme dispose donc annuellement d'une somme de 900 millions, pour consentir des réductions de prix pour le charbon exporté.

Les Anglais s'orientent dans la même voie : les bassins du centre de l'Angleterre, qui produisent plus de 100 millions de tonnes

par an, viennent de décider de prélever une cotisation de 3-fr. 60 par tonne extraite pour favoriser les exportations.

« L'Écosse vient d'adopter une organisation analogue.

« Mais il y a, je le répète, bien peu d'espoir de voir disparaître le « dumping » auquel se livrent nos concurrents, car je viens d'apprendre que le gouvernement allemand venait d'autoriser les mines de la Ruhr à augmenter leurs prix, sur le marché intérieur, de 1 à 3 marks suivant catégorie ; il n'y a plus de chance actuellement pour que la cotisation de 1 mark 48 soit diminuée.

« Le remède à la crise actuelle ne peut donc venir que de nous. Que pouvons-nous faire ?

Les remèdes

« Il n'y a, en définitive, qu'un seul moyen : favoriser l'écoulement de nos charbons. On peut l'obtenir de différentes façons : en baissant les prix de vente, mais ils ont été tellement baissés au cours de 1927, qu'actuellement les mines sont arrivées à l'extrême limite. Elles ne peuvent aller au delà qu'en baissant le prix de revient, et baisser le prix de revient ne peut être obtenu que par une baisse de salaire, un allongement de la durée du travail ou une augmentation du rendement horaire. En ce qui concerne ce dernier point, de gros efforts ont été faits et, bien qu'on ne puisse pas prétendre que nous soyons arrivés à la perfection, il reste peu de place pour de nouveaux progrès. D'autres, en particulier M. l'ingénieur en Chef des Mines, Georges, ont indiqué l'effort que les Mines du Nord et du Pas-de-Calais ont fait pour développer l'abatage mécanique.

« Nous avons, sans aucun doute, un rendement bien inférieur à celui des autres pays : la Belgique mise à part, mais cela tient uniquement à deux causes : d'une part, la durée du travail est plus faible en France que dans tous les autres pays, d'autre part, les conditions de gisement sont bien moins favorables. Nous exploitons des veines que l'on n'exploiterait certainement pas dans d'autres bassins. Nous n'y pouvons rien, la nature nous a peu favorisés à ce point de vue.

« Pour faciliter l'écoulement, il est d'autres moyens :

« Tout d'abord, diminuer les frais de transport. On entend souvent dire qu'il est surprenant que, dans un pays comme la France, qui produit 65 millions de tonnes (avec la Sarre) et en consomme 80, des houillères n'arrivent pas à écouler leur production. Il faut bien se rendre compte que, dans toute la région de l'Ouest et dans la vallée de la Seine, les charbons anglais supportent des frais de transport inférieurs aux nôtres. Ceci est mis en évidence par les chiffres suivants :

Frais de transport de Lens à Paris... 43 fr.
Frais de transport de Cardiff à Rouen... 25 fr.
Frais de transport de Rouen à Paris... 13 fr.

« On peut aussi mettre un droit de douane sur le charbon étranger, — avant-guerre, ce charbon payait 1 fr. 20 en monnaie-papier, aujourd'hui il paye 2 fr. en monnaie-courante, ce droit pourrait être porté à 4 fr., ce ne serait que rétablir la situation qui existait en 1914.

« On peut aussi, comme on l'a fait dans différents pays, obtenir du Gouvernement qu'il demande aux services publics de donner la préférence aux charbons français. »

Conclusion

Comme on le voit, le point de vue des houillères exposé ci-dessus par M. Cuvelette, et celui des Syndicats ouvriers ont de nombreuses parties communes.

Il diffèrent cependant, — et la différence est d'importance ! — sur les moyens propres à dissiper un malaise qui s'aggrave de jour en jour et qu'un simple Décret ne fera pas disparaître, car on ne modifie pas par voie législative les conditions économiques internationales.

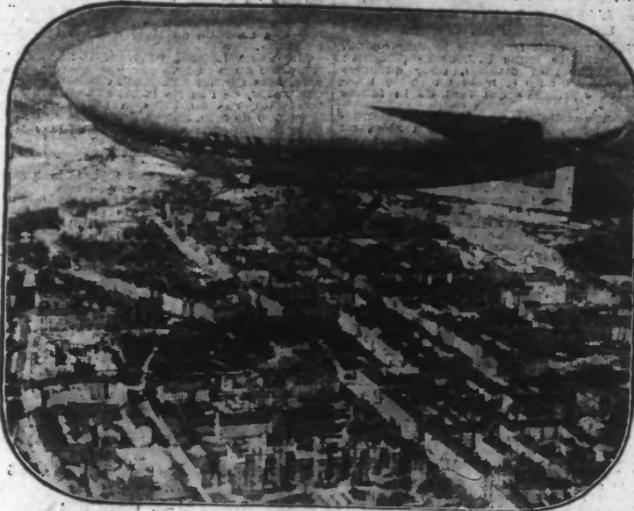
Cette différence porte surtout sur les méthodes propres à abaisser le prix de revient du charbon, condition préalable à toute baisse du prix de vente permettant de lutter contre une concurrence acharnée.

Tandis que les Houillères affirment que ce prix de revient ne peut être obtenu que par une baisse de salaire, un allongement de la durée du travail, ou une augmentation du rendement horaire, les Syndicats ouvriers posent en principe, — et M. Tardieu, Ministre des Travaux publics confirme cette opinion, — qu'il ne peut, en aucun cas, être question de toucher aux salaires ou à la durée du travail.

Cette contradiction n'est-elle pas le point le plus noir dans les négociations qui se poursuivent à l'horizon ? Le Gouvernement dont le chef, M. Poincaré, semble être actuellement l'arbitre de la situation, parviendra-t-il à écarter l'orage ? C'est ce qu'un très proche avenir nous apprendra. Mais formons des vœux pour qu'une solution intervienne bientôt qui sauvegarde les intérêts du pays, ceux des mineurs et ceux des houillères, que tout retard comaromat de plus en plus.

E. VERMERRON.

En route vers le Pôle



Le gigantesque « Italia », commandé par le général Nobbe, faisant route vers le pôle et passant au-dessus de Stockholm. On voit que l'aérostat est maintenant arrivé au Spitzberg, à la baie du Roi, où il devra attendre quelques jours qu'un de ses moteurs soit réparé. Il tentera ensuite le voyage King's-bay-Le Pôle, et retour.

Le Procès de Colmar

Ce fut hier la journée de l'ex-abbé Fasshauer et de M. Rossé

Au sujet de l'autonomie, la Cour rend son verdict sur les conclusions déposées hier à propos des pièces nouvelles versées par le procureur général. L'écoute est terminée.

On reprend la discussion au sujet de l'argent dont disposait l'ex-abbé Fasshauer.

Cet argent, dit Fasshauer, fut déposé en Suisse au compte d'Agnes Eggmann pour des raisons purement commerciales. Nous avions besoin d'acheter du matériel en Suisse.

Mais pourquoi ne pas faire le dépôt à votre nom ?

« Il ne m'était pas possible d'aller en Suisse pour effectuer les opérations bancaires.

Le Président : Mais ce n'était pas la reine d'Angleterre en Suisse, il y avait un moyen plus pratique, plus moderne, le chèque de banque. Les banques Tour. cela n'est pas très clair.

Fasshauer refuse de s'expliquer sur l'origine des fonds remis à Willy.

Le président souligne cette dérobade perpétuelle chaque fois que les précisions deviennent gênantes.

L'audience est levée à midi.



LES ACCUSÉS A LEUR BANC
En médaillon : Le commissaire spécial Bauer, de Strasbourg, témoin principal, déposant à la barre

Une femme au lieu de faire la madame a fait la cuisinière. Il est entré dans la « Zukunft » pour défendre ses idées.

Le Président : Mais l'argent ?

M. Rossé dit alors qu'il a économisé tout son traitement, qu'il travaillait 16 heures par jour, qu'il n'a aucune passion, qu'il n'a pas eu besoin d'argent allemand.

Enfin la défense pose de nombreuses questions subsidiaires et l'audience est levée.

Une démission

M. A. Chéron, professeur à la Faculté de Droit à l'Université de Strasbourg, a adressé à la Société des « Amis de l'Université » de Strasbourg sa démission, dans une lettre dont voici les principaux passages.

« Dans cette question de l'autonomie, il faut être d'un côté ou de l'autre de la barricade. C'est pourquoi je ne puis continuer à faire partie d'une société dont le vice-président a publiquement encouragé les revendications de « Heimbach ». En vous offrant ma démission, je pose nettement la question : lui ou moi. Votre Conseil de direction aura à dire, lequel des deux d'entre nous est comme un ami de l'Université de Strasbourg ».

EN 2^e PAGE : Un ivrogne parricide à Anzin, condamné à 5 ans de bagne.

Un cantonnier tué par un express à Saint-Amand

Plusieurs ouvriers étaient occupés, vers treize heures, à réparer la voie du chemin de fer à une centaine de mètres de la gare de Saint-Amand, près du passage à niveau de la route de Lille.

A un moment donné, l'un des ouvriers dut s'absenter pour aller chercher un outil, laissant Edouard Lannoy, sur la ligne. Pendant cette absence, Lannoy ne put se garer à temps au passage de l'express Hirson-Lille à 15 h. 10 et fut tamponné par la lourde locomotive.

Grèvement blessé, le malheureux fut transporté de suite à l'hôpital de Saint-Amand où il succomba peu de temps après son arrivée.

Lannoy qui habitait Odomez, était âgé de 57 ans et père d'une nombreuse famille.

Une rentière assassinée

Une rentière, Mme veuve Courtois, 70 ans, demeurant à Neuilly-en-Thelle (Oise) a été assassinée chez elle à coups de hache et de couteau. Les armes du crime ont été retrouvées près de son cadavre. L'assassin est entré en cassant le carreau d'une fenêtre. On ne possède aucun indice permettant d'orienter les recherches. On ignore encore s'il y a eu un vol.

Un ancien officier de l'armée Wrangel s'est suicidé à Warlencourt

Le Russe Victor Kozloff, âgé de 44 ans, récupérateur à la maison Berger, ancien officier de l'armée Wrangel, fut très déprimé à l'annonce de la mort du général Wrangel. Son état neurasthénique empira du coup. L'ancien officier se croyait poursuivi par les policiers découvrirent le livret aux bolchevistes. Un de ses compagnons, M. Albert Kollinski, de retour au baraquement où ils vivaient en commun à Warlencourt, près d'Arras, ne trouva pas Kozloff et s'en montra fort étonné. Comme il y avait du sang sur le sol, il prévint le gendarme, qui arriva promptement. Après avoir enfoncé une porte, les policiers découvrirent Kozloff pendu par une courroie fixée à un clou. Le bras du décapité avait été entaillé par un rasoir, que l'on trouva à proximité, ce qui explique la présence de sang dans le baraquement.

Les constatations habituelles ont été faites par les gendarmes.

Une femme commissaire-priseur

M. Barthou a signé un décret nommant Mme veuve Harrois, titulaire de la charge de son mari, commissaire-priseur, à Chaumont. C'est la première femme qui exercera cette profession.

Un retentissant scandale

Le maire de la ville de Bailleul, M. N. Dumez s'est constitué prisonnier hier à Dunkerque

Il a avoué avoir commis des détournements qui s'élèveraient à plusieurs millions sur les caisses des coopératives de reconstruction

De notre envoyé spécial

Un retentissant scandale va éclater à Bailleul.

L'affaire est d'importance... Il ne s'agit rien de moins que du maire de la ville, une personnalité de la région flamande, très connue même dans tout le Nord, M. Nathalis Dumez, qui s'est constitué prisonnier hier à Dunkerque en ayant avoué avoir effectué sur les caisses des coopératives de reconstruction, plusieurs millions de francs.

Voici ce qu'une très rapide enquête nous a appris sur l'affaire dont l'éclat va sans nul doute dépasser de beaucoup les limites de Bailleul et de sa région.

Le maire disparu

Depuis vendredi dernier, il n'est question à Bailleul, que de la disparition subite et inexplicable du maire.

L'absence du premier magistrat de la cité aurait paru normale en temps ordinaire.

M. Nathalis Dumez avait — on le savait — des affaires à Paris et dans la région qui le retenaient très souvent et pour plusieurs jours hors de la cité qu'il administrait. Cette fois cependant des bruits étranges couraient... On parlait... On disait... Que se passait-il ?

Avait-on eu vent de certaine enquête administrative menée très discrètement ? On ne le savait, exactement, mais dans son entourage, même à la Mairie... Ce qu'on savait c'est que M. Dumez n'était plus là, ni sa femme, ni ses enfants... On établit par là... Pourquoi était-il ainsi disparu ? Pourquoi ces bruits persistants d'affaires d'argent, de détournements de fonds ?

Autant de mystères qu'il faut encore à Bailleul, ou n'arrivait pas à éclaircir.

Mystère... et indiscrétions à Bailleul

Quand nous arrivons dans la coquette cité flamande vers la fin de l'après-midi, nous avons l'impression bien nette que quelque chose d'anormal se passe.

« Le Maire ?... où peut-on trouver le Maire ? A cette question que nous posons à vingt personnes, on répond avec réserve... parfois en esquissant un léger sourire...

« Le Maire ?... Sais pas... Allez à la Mairie... La peut-être... Vous aurez la chance, si vous le trouvez...

« Le Maire ?... Il est parti...

« En voyage ?...

« Nous n'en savons rien...

« Depuis longtemps ?

La guerre entre les nationalistes Chinois et les Japonais

La bataille continue de faire rage à Tsi-Nan-Fou

Les nouvelles extrêmement graves qui affluent de Londres, de Pékin, de Tchéou, Chang-Hai et Tsin-Tsin, montrent que si le Japon n'a pas encore officiellement déclaré la guerre aux nationalistes chinois, il existe néanmoins un état de guerre virtuelle.

Parmi les nouvelles parvenues, nous relevons un ultimatum du Japon enjoignant aux troupes nationalistes de se retirer à 12 kilomètres des frontières de Tsi-Nan-Fou. L'occupation du chemin de fer Tsi-Nan-Fou-Tsing-Tao par les troupes nippones, un combat entre Japonais et nationalistes, la déclaration de certains ministères de Tokio d'envoyer immédiatement une armée au Chantoung.

Il résulte de tout cela qu'on ne doit pas nécessairement attendre pour le pire. Mais, du moins, faut-il indiquer que la paix mondiale est toujours chose très précieuse et qu'il serait impardonnable de croire que des événements lointains peuvent laisser indifférente la vieille Europe.

A Tsi-Nan-Fou

A Tokio, au ministère de la Guerre, on craint qu'il soit impossible de secourir les 600 soldats japonais combattant à Tsi-Nan-Fou. Des renforts qui seront envoyés ne pourront, en effet, atteindre Tsi-Nan-Fou que six jours après que le signal officiel du départ leur aura été donné.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a demandé aux correspondants étrangers s'il y avait des indications que leur pays, et particulièrement la Grande-Bretagne et l'Amérique, approuveraient l'action des Japonais.

Les intentions de Tokio

Suivant le correspondant du Daily Express à Tokio, le Japon est résolu à occuper militairement le Chantoung, et un message Général Nara de la capitale nipponne déclare que le ministre de la Guerre du Japon envisage la mobilisation de cinquante mille autres hommes de troupes pour parer à toute éventualité.

Une intervention des Etats-Unis

D'après une dépêche de Washington, le département d'Etat va envoyer, dans quelques jours, une note au gouvernement japonais pour lui demander s'il considère les mouvements de ses troupes dans le Chantoung comme une intervention dans le sens du traité de 1922, signé à Washington par neuf puissances.

Les Etats-Unis n'admettront aucune violation du traité de 1922.

Leur note n'aura cependant aucun caractère de conseil ou moins encore de menace.

UNE NOYÉE INCONNUE A LILLE

Hier matin le cadavre d'une femme inconnue paraissant âgée de 20 à 25 ans, a été retiré du canal de la Deûle, à Lille, à proximité de la rue Heugueville.

Aucune trace de violence ne fut relevée sur le corps.

Voici le signalement de la défunte dont le cadavre a été déposé à la morgue.

Taille : 1 m. 65 ; cheveux châtain foncé ; nez rectiligne, menton rond ; visage plein ; corpulence moyenne.

Elle était vêtue d'un manteau gris, d'une robe bleu marine, d'une combinaison et d'une chemise blanche, d'une culotte blanche à rayures ; elle était chaussée de bas noirs et de souliers jaunes genre sport.

M. Derret, commissaire de police a ouvert une enquête pour établir l'identité de cette noyée.

Un match de boxe Humery-Ascensio le 5 Juin prochain !

A la suite de la belle victoire remportée mardi par le jeune Valenciennais Humery, sur l'Anglais Cuthbert, le boxeur Ascensio a lancé un défi au jeune champion de France des poids plumes.

Ce défi ayant été aussitôt relevé, il est vraisemblable que le match Humery-Ascensio se disputera le 5 juin, au Cirque de Paris, si les pourparlers en cours aboutissent.

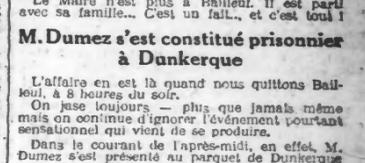
PELLETIER DOISY EST ARRIVÉ A BUCAREST

L'avion transportant les aviateurs Pelletier Doisy, Gonin et Carol, qui avait quitté le Bourget mardi matin, à 6 h. 05, en vue d'effectuer la première étape de leur raid Paris-Tokio, a été contraint d'atterrir à 4 km. d'Arad, à 500 kilomètres de l'ouest de Bucarest et à 1750 kilomètres de Paris, mardi soir, vers 11 h. 30, heure de Paris, par suite du mauvais temps.

L'équipage, qui a fait un séjour et qui a suivi la ligne aérienne Belgrad-Bucarest, a parcouru environ 1200 kilomètres en dix heures et demie. L'atterrissage s'est effectué sans aucun incident.

L'avion a repris son vol mercredi matin et a atterri à Bucarest à 8 heures 40.

Un monstre d'acier



C'est un gigantesque qui vient d'être mis en usage dans la machine américaine.

LE TEMPS D'AUJOURD'HUI

Tres frais, ciel nuageux, quelques giboules. Vent de Nord. Petite gelée locale. Température au début